

10. Alliances, coalitions et organisations internationales

J'ai beaucoup moins d'admiration pour Napoléon depuis que j'ai commandé une coalition.

Maréchal FOCH

Nous ne coalisons pas des États, nous unissons des hommes.

Jean MONNET

Problématique de la séance

Les États pratiquent une variété de modes d'association pour coopérer et réaliser ensemble des objectifs communs, notamment pour augmenter leur sécurité. Quel tableau général peut-on en dresser dans les relations internationales contemporaines ? Qu'est-ce qui différencie les alliances d'autres types de coopération, ou d'une simple communauté de vues ou d'intérêts ? Comment sont-elles formalisées juridiquement, et font-elles vraiment la force ? Et que penser d'une organisation internationale telle que l'Union européenne, qui non contente de consacrer l'alliance de ses membres, se propose de réaliser leur « union sans cesse plus étroite » ?

Extraits proposés à la lecture

1. Emmanuel KANT, *Essai philosophique sur la paix perpétuelle*, Paris, G. Fischbacher, 1880 (1795), pp. 22-23.
2. Charte des Nations Unies, 1945.
3. Traité sur l'Union européenne (version consolidée), 2012.
4. Cour internationale de Justice, Avis consultatif, *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*, 1996, p. 78.
5. Cour permanente de Justice internationale, Avis consultatif, *Compétence de la Commission européenne du Danube*, 1927, p. 64.
6. Olivier BEAUD, *Théorie de la Fédération*, Paris, Presses Universitaires de France, 2009, pp. 105-106, 116-117, 269, 272.
7. Glenn H. SNYDER, « The Security Dilemma in Alliance Politics », *World Politics*, vol. 36, n° 4, 1984, pp. 466, 494-495.
8. Stephen M. WALT, « NATO Isn't What You Think It Is », *Foreign Policy*, 26 juillet 2018.
9. Agence Xinhua, « China, Russia agree to upgrade relations for new era », 6 juin 2019.

Extrait n° 1. Emmanuel KANT, *Essai philosophique sur la paix perpétuelle*, Paris, G. Fischbacher, 1880 (1795), pp. 22-23.

(...)

Aux yeux de la raison, il n'y a donc qu'un seul moyen de tirer les États de cette situation violente, où ils sont sans cesse menacés de la guerre, c'est de renoncer, comme font les particuliers, à la liberté anarchique des Sauvages, pour se soumettre à la contrainte de lois plus générales, et former ainsi un État de nations (*civitas gentium*) qui croisse insensiblement et finisse par embrasser tous les peuples de la terre. Or, comme les idées que les États se font du droit des gens les empêchent absolument de réaliser ce plan, et leur font rejeter en pratique ce qui est vrai en théorie, on ne peut substituer (si l'on ne veut tout perdre), à l'idée positive d'une République universelle, que le supplément négatif d'une alliance permanente qui puisse détourner la guerre, et s'étendre insensiblement de façon à arrêter le torrent des passions inhumaines qui l'engendrent, mais on sera toujours menacé de voir cette digue se rompre (...).

Extrait n° 2. Charte des Nations Unies, 1945.

PRÉAMBULE

NOUS, PEUPLES DES NATIONS UNIES,
RÉSOLUS

à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances,

à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites,

à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international,

à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

ET A CES FINS

à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage,

à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales,

à accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun,

à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples,

AVONS DECIDE D'ASSOCIER NOS EFFORTS POUR REALISER CES DESSEINS

En conséquence, nos gouvernements respectifs, par l'intermédiaire de leurs représentants, réunis en la ville de San Francisco, et munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont adopté la présente Charte des Nations Unies et établissent par les présentes une organisation internationale qui prendra le nom de Nations Unies.

Extrait n° 3. Traité sur l'Union européenne (version consolidée), 2012.

PRÉAMBULE

(...)

RÉSOLUS à franchir une nouvelle étape dans le processus d'intégration européenne engagé par la création des Communautés européennes,

S'INSPIRANT des héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe, à partir desquels se sont développées les valeurs universelles que constituent les droits inviolables et inaliénables de la personne humaine, ainsi que la liberté, la démocratie, l'égalité et l'État de droit;

RAPPELANT l'importance historique de la fin de la division du continent européen et la nécessité d'établir des bases solides pour l'architecture de l'Europe future,

CONFIRMANT leur attachement aux principes de la liberté, de la démocratie et du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de l'État de droit,

CONFIRMANT leur attachement aux droits sociaux fondamentaux tels qu'ils sont définis dans la charte sociale européenne, signée à Turin le 18 octobre 1961, et dans la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs de 1989,

DÉSIREUX d'approfondir la solidarité entre leurs peuples dans le respect de leur histoire, de leur culture et de leurs traditions,

DÉSIREUX de renforcer le caractère démocratique et l'efficacité du fonctionnement des institutions, afin de leur permettre de mieux remplir, dans un cadre institutionnel unique, les missions qui leur sont confiées,

RÉSOLUS à renforcer leurs économies ainsi qu'à en assurer la convergence, et à établir une union économique et monétaire, comportant, conformément aux dispositions du présent traité et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, une monnaie unique et stable,

DÉTERMINÉS à promouvoir le progrès économique et social de leurs peuples, compte tenu du principe du développement durable et dans le cadre de l'achèvement du marché intérieur, et du renforcement de la cohésion et de la protection de l'environnement, et à mettre en œuvre des politiques assurant des progrès parallèles dans l'intégration économique et dans les autres domaines,

RÉSOLUS à établir une citoyenneté commune aux ressortissants de leurs pays,

RÉSOLUS à mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire à une défense commune, conformément aux dispositions de l'article 42, renforçant ainsi l'identité de l'Europe et son indépendance afin de promouvoir la paix, la sécurité et le progrès en Europe et dans le monde,

RÉSOLUS à faciliter la libre circulation des personnes, tout en assurant la sûreté et la sécurité de leurs peuples, en établissant un espace de liberté, de sécurité et de justice, conformément aux dispositions du présent traité et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

RÉSOLUS à poursuivre le processus créant une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe, dans laquelle les décisions sont prises le plus près possible des citoyens, conformément au principe de subsidiarité,

DANS LA PERSPECTIVE des étapes ultérieures à franchir pour faire progresser l'intégration européenne,

ONT DÉCIDÉ d'instituer une Union européenne (...)

Extrait n° 4. Cour internationale de Justice, Avis consultatif, *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*, 1996, p. 78.

(...)

La Cour a à peine besoin de rappeler que les organisations internationales sont des sujets de droit international qui ne jouissent pas, à l'instar des États, de compétences générales. Les organisations internationales sont régies par le « principe de spécialité », c'est-à-dire dotées par les États qui les créent de compétences d'attribution dont les limites sont fonction des intérêts communs que ceux-ci leur donnent pour mission de promouvoir.

(...)

Extrait 5 : Cour permanente de Justice internationale, Avis consultatif, *Compétence de la Commission européenne du Danube*, 1927, p. 64.

(...) Comme la Commission européenne n'est pas un État, mais une institution internationale pourvue d'un objet spécial, elle n'a que les attributions que lui confère le Statut définitif, pour lui permettre de remplir cet objet. (...)

Extrait n° 6. Olivier BEAUD, *Théorie de la Fédération*, Paris, Presses
Universitaires de France, 2009, pp. 105-106, 116-117, 269, 272.

(...)

En désignant la Fédération comme une « union d'État » on semble reprendre un *topos* classique de la doctrine internationale qui consacre des développements à cette notion lorsqu'elle examine la question des sujets ou acteurs du droit international. D'une manière générale, les ouvrages, manuels, ou traités rangent dans cette catégorie juridique aussi bien les « unions personnelles » ou les « unions réelles » que les « confédérations », mais ils considèrent que les États fédéraux relèvent de la catégorie de l'État et non plus du groupement d'État ou de l'union d'États.

Au rebours de cette présentation traditionnelle, nous voudrions, conformément à l'objectif ici poursuivi qui vise à élaborer une théorie de la Fédération, privilégier une autre signification de cette expression d'union d'États qui ne soit pas lestée par la signification de cette opposition entre Confédération et État fédéral. A cette fin, on partira de la définition paradoxale donnée par Murray Forsyth de l'être fédéral qui ressort d'une telle union. Il écrit que « ce nouveau corps n'est pas un État, n'est pas une union d'individus dans un corps politique, mais une union d'États dans un corps politique ». Une telle définition de la Fédération n'est pas sans poser des difficultés, notamment en ce qu'elle concerne la caractérisation juridique de son acte de fondation. Mais elle a pour principal intérêt de saisir la particularité de toute entité fédérale : elle est le résultat d'un processus d'agrégation d'unités politiques sans que cette association ne débouche sur la « fusion » de ces unités dans la nouvelle unité créée. Autrement dit, de la même façon que, sous l'Antiquité grecque, la fédération de cités n'abolissait pas les cités la composant, de même, les fédérations modernes – fédérations d'États – n'ont pas pour effet de faire absorber les États membres dans un nouvel État. En d'autres termes, la Fédération est et demeure une « unité politique complexe » une « *res publica composita* ».

(...)

L'idée d'une base consensuelle est nécessaire pour comprendre l'esprit du fédéralisme, elle devient utile pour définir la notion de Fédération comme union d'États quand on examine le mode de formation de celle-ci. La Fédération a un fondement « conventionnel » au sens juridique attribué au terme de convention, d'un accord de volontés destiné à produire des effets de droit. Mais c'est moins ici l'idée juridique de « convention » qui va nous intéresser que l'idée de « libre convention » de *freier Vertrag* dont parle Carl Schmitt dans sa théorie de la Constitution. En effet, cette liberté de convention fédérative signifie que la Fédération résulte ou doit résulter du *libre* consentement des parties en présence. Elle est une forme politico-juridique dont l'existence procède d'une libre association d'unités politiques. Or, qui dit « libre association » dit inmanquablement libre décision prise par ces unités politiques de

devenir membre d'un ensemble plus vaste. En d'autres termes, il n'y a de fédéralisme authentique que si ses éléments constitutifs s'unissent de leur propre chef en vertu du principe de la « libre volonté » comme l'a nommé un auteur allemand ; inversement, tout fédéralisme imposé par la force ou la contrainte est inauthentique et trahit le concept même de la Fédération.

(...)

Nous voudrions ici montrer qu'on ne peut pas faire entrer la Fédération et l'organisation internationale dans la même catégorie juridique. La différence entre celle-ci et la confédération relève d'ailleurs de l'évidence pour les spécialistes du fédéralisme.

(...)

D'une part, la distinction entre la Fédération et l'organisation internationale permet de conforter l'idée selon laquelle le phénomène fédéral se situe entre les deux mondes que sont le « monde interétatique et le monde intra-étatique » et constitue un « entre-deux ». Si l'organisation internationale est clairement du côté d'un monde interétatique (des relations internationales donc), cela n'est pas vrai de la Fédération qui, comme on l'a déjà vu, se caractérise, en partie, par le fait qu'elle aboutit à « internaliser » des relations anciennement internationales. Celle-ci est bien davantage qu'une simple organisation internationale. On l'indiquera d'abord en rappelant la forte différence de contenu et de portée entre le pacte qui donne naissance à l'organisation internationale (pacte fédératif) et le traité qui fonde une organisation internationale.

(...)

La distinction entre la Fédération et l'organisation internationale correspond à la différence de visée : une Fédération a pour objet et pour but d'unir des États entre eux, alors que toute organisation internationale a simplement pour objet d'améliorer leur coopération, sans prétendre les unir dans une nouvelle entité politique.

Extrait n° 7. Glenn H. SNYDER, « The Security Dilemma in Alliance Politics », *World Politics*, vol. 36, n° 4, 1984, pp. 466, 494-495.

(...)

Once alliances have begun to form, the alliance security dilemma takes on a different character. That is, having already "defected" in the primary dilemma by choosing to make alliances, states move into the second phase of the alliance dilemma, in which their choices are no longer whether to ally or not, but how firmly to commit themselves to the proto-partner and how much support to give that partner in specific conflict interactions with the adversary. The horns of this secondary dilemma may be described by the traditional labels "cooperate" (C) and "defect" (D), where cooperation means a strong general commitment and full support in specific adversary conflicts, and defection means a weak commitment and no support in conflicts with the adversary. The secondary alliance dilemma may or may not be a prisoner's dilemma. (Henceforth in this discussion, the terms "alliance game" and "dilemma" will refer to the secondary game rather than the primary one.)

Each horn of the dilemma has both prospective good and prospective bad consequences; and the "goods" and "bads" for each alternative tend to be the obverse of those of the other. In the alliance security dilemma, the principal "bads" are "abandonment" and "entrapment", and the principal "goods" are a reduction in the risks of being abandoned or entrapped by the ally.

In a multipolar system, alliances are never absolutely firm, whatever the text of the written agreement; therefore, the fear of being abandoned by one's ally is ever present. Abandonment, in general, is "defection," but it may take a variety of specific forms: the ally may realign with the opponent; he may merely dealign, abrogating the alliance contract; he may fail to make good on his explicit commitments; or he may fail to provide support in contingencies where support is expected. (In both of the latter two variants, the alliance remains intact, but the expectations of support which underlie it are weakened.) Suspicion that the ally is considering realignment may generate an incentive to realign preemptively.

Entrapment means being dragged into a conflict over an ally's interests that one does not share, or shares only partially. The interests of allies are generally not identical; to the extent they are shared, they may be valued in different degree. Entrapment occurs when one values the preservation of the alliance more than the cost of fighting for the ally's interests. It is more likely to occur if the ally becomes intransigent in disputes with opponents because of his confidence in one's support. Thus, the greater one's dependence on the alliance and the stronger one's commitment to the ally, the higher the risk of entrapment. The risk also varies with the ally's inherent degree of recklessness or aggressiveness.

(...)

The alliance dilemma is more severe in a multipolar than in a bipolar system because high mutual dependence coexists with plausible realignment options. An ally's defection is a calamity, yet distinctly possible. Conciliating the adversary, or weakening one's support of the ally to guard against entrapment, are both constrained by fears of abandonment. But attempts to insure against abandonment by supporting the ally and avoiding accommodation with the opponent increase the risk of entrapment; hence the dilemma. On the whole, however, abandonment worries outweigh entrapment fears. The mutual fear of abandonment tends to promote convergence of policy—typically convergence on mutual support and firmness toward the adversary.

The alliance security dilemma is less severe in a bipolar system because – although fears of entrapment exist – the risks of abandonment are low. The adversary dilemma dominates; strategy choices in that dilemma are not much constrained by side effects in the alliance game. The allies may adopt independent, indeed contradictory, policies toward the opponent with little fear that the partner will defect in consequence. Thus, the tendency is toward divergence rather than convergence of policy. Although minor policy differences may be resolved by consensus norms, major differences tend to persist because there is little structural pressure toward their resolution. And their persistence does not seriously threaten the existence of the alliance.

It follows that those who see NATO's current crisis as heralding its collapse tend to confuse cause and effect. Although the disagreements have arisen from a variety of proximate causes, they persist largely because the alliance cannot break up. Since NATO is a product of the bipolar structure of the system, it cannot collapse or change basically until that structure changes. This structural guarantee against disintegration encourages unilateralism and inhibits compromise. Policy conflicts may not be resolved because the cost of not resolving them does not include a risk to the alliance itself. In contrast, the structural instability of multipolar alliances – the fact that they could collapse – tended to promote conflict resolution and policy consistency among their members.

Extrait n° 8. Stephen M. WALT, « NATO Isn't What You Think It Is », *Foreign Policy*, 26 juillet 2018.

Of all the goofy things that Donald Trump has done as president, nothing ignites the outrage of the U.S. foreign-policy establishment more than his disregard for NATO. (...) To do so isn't just a matter of intelligent policy disagreement for these folks; it's almost an act of heresy.

Unfortunately, both sides in this rancorous debate base their views on some profound misunderstandings of NATO's past, present, and likely future. As a public service, therefore, I offer here my top five things you need to know about NATO.

1. Article 5 is not a tripwire for war.

(...) If one actually reads Article 5, it says: "The Parties agree that an armed attack against one or more of them in Europe or North America shall be considered an attack against them all and consequently they agree that, if such an armed attack occurs, each of them, in exercise of the right of individual or collective self-defence ... will assist the Party or Parties so attacked by taking forthwith, individually and in concert with the other Parties, such action as it deems necessary, including the use of armed force, to restore and maintain the security of the North Atlantic area".

Translation: While an attack on a NATO member is to be viewed as an attack on all of them, this would not apply if a NATO member starts the conflict. More importantly, Article 5 does not commit any of the parties to use military force, although the use of force is clearly an option. Rather, it calls upon all the parties to "assist" the members that were attacked, but it does not specify the precise form such assistance would take.

(...)

2. NATO is not a club, and there are no dues.

Trump has repeatedly complained about NATO burden sharing and claimed that European states "owe us a tremendous amount of money" for protecting them. Such complaints about so-called European free-riding go back decades, of course, but Trump's charges misstate the issue and miss the point. There are no membership dues in NATO, and none of the members has ever committed to pay the others for protecting it. Rather, each state decides how much it is willing and able to spend on defense, and the alliance as a whole tries (with varying degrees of success) to coordinate these defense preparations in order to produce a more capable force.

There is no question that NATO's European members spend a smaller percentage of GDP on defense than the United States does. They don't spend it very efficiently either, so their actual combat power is much less than America's. For this reason, U.S. leaders from Dwight D. Eisenhower to Barack Obama have been critical of Europe's level of effort—and sometimes in very pointed terms. But the real issue, as I've noted before,

isn't the amount that European nations spend; after all, they spend far, far more than Russia does every single year. Europe could double its defense spending tomorrow, and it wouldn't be a whole lot safer, both because it would need to change how it organizes its defense and because it is not clear what it should spend the money on anyway. Improving Europe's capacity to police borders against migrants would probably yield greater benefits than buying more tanks, supersonic aircraft, or artillery pieces.

Moreover, simply comparing U.S. and European percentages of GDP doesn't tell you what level of effort is the right one. Europe may be spending too little, or maybe the United States is spending too much. My own view, for what it's worth, is that both statements are true. (...)

3. NATO expansion was a mistake. Really.

(...) For starters, NATO expansion poisoned relations with Russia and played a central role in creating conflicts between Russia and Georgia and Russia and Ukraine. It's not the only reason, of course, and I'm not saying Moscow's responses were legal, proper, justified, or based on an accurate perception of NATO's intent. I'm only suggesting that Russia's response was not surprising, especially in light of Russia's own history and the George H.W. Bush administration's earlier pledges not to move NATO "one inch eastward" following German reunification. The architects of expansion may have genuinely believed that moving NATO eastward posed no threat to Russia; unfortunately, Russia's leaders never got the memo (and wouldn't have believed it if they had).

Furthermore, expanding NATO increased the number of places the alliance was formally obligated to defend (most notably the Baltic states) but without significantly increasing the resources available to perform that task. Once again, proponents of expansion assumed these commitments would never have to be honored, only to wake up and discover they had written a blank check that might be difficult to cover. And we now know that expansion brought in some new members whose commitment to liberal democracy has proved to be fairly shallow. This situation may not be a fatal flaw, insofar as NATO has tolerated nondemocratic members (e.g., Turkey) in the past, but it undermines the proponents' claim that NATO is a security community based on shared democratic values and an essential element of a liberal world order.

4. NATO is an anachronism

Everyone knows Lord Ismay's famous quip about NATO's core mission: "to keep the Russians out, the Americans in, and the Germans down." Irony aside, that pithy summary made a good bit of sense during the Cold War, and especially during NATO's earliest years, when the U.S. commitment was less certain, the Soviet threat loomed larger, and Germany's post-World War II evolution was just beginning and its endpoint uncertain. None of these rationales applies today.

For all the hype about a resurgent Russia and its obnoxious efforts to interfere in other states' democratic processes, Russia is in fact a declining power that poses no threat to dominate Europe. Its population will decline over time, its median age is rising rapidly, and its economy remains mired in corruption and overly dependent on energy exports whose long-term value will probably go down as well. Remember, we are talking about a country whose entire economy—the ultimate foundation of national power—is smaller than Canada, South Korea, and Italy. Putin has played a weak hand well, but the brutal fact is that Europe does not need the United States to protect it, especially considering that France and the United Kingdom also have nuclear deterrents of their own.

(...)

5. The United States cannot fix NATO.

There's no question that Trump's handling of NATO has been deeply disruptive, to no good purpose. (...)

Even so, NATO's present problems predate Trump and are largely the result of long-term structural forces. In the absence of a common, clear, and present danger, sustaining an elaborate multinational alliance was always going to be difficult, and it is in some ways a testimony to past diplomatic artistry that NATO has kept going as long as it has and despite the failures in Afghanistan and Libya and the divisions that erupted over the war in Iraq. Even if Trump had stuck with the status quo, reaffirmed the U.S. commitment, and played nicely with Europe's leaders, it would not have reversed the gradual erosion of the trans-Atlantic partnership.

A better course would have been to start a gradual, constructive, and if possible amiable decrease of the U.S. security role in Europe, making it clear to U.S. allies that Washington no longer believed it needed to maintain a security presence there and that it planned to be either completely or nearly out in five to 10 years. (...)

Contrary to what you might think, I'm not anti-European, let alone anti-NATO. The alliance was a bold achievement for its time and one that served both the United States and Europe well in the past. But as I wrote back in 1998: “[N]othing is permanent in international affairs, and NATO's past achievements should not blind us to its growing fragility. Instead of mindlessly extending guarantees to every potential trouble spot, and instead of basing our foreign policy on a presumption of permanent partnership, it is time for Europe and the United States to begin a slow and gradual process of disengagement. This is going to happen anyway, and wise statecraft anticipates and exploits the tides of history rather than engaging in a fruitless struggle to hold them back.” It was true back then and is even truer today.

Extrait n° 9. Agence Xinhua, « China, Russia agree to upgrade relations for new era », 6 juin 2019 [http://www.xinhuanet.com/english/2019-06/06/c_138119879.htm].

MOSCOW, June 5 (Xinhua) -- China and Russia agreed on Wednesday to upgrade their relations to a comprehensive strategic partnership of coordination for a new era.

The decision was made at a meeting between visiting Chinese President Xi Jinping and his Russian counterpart, Vladimir Putin.

During the meeting, the two heads of state highly evaluated the development of bilateral ties over the past 70 years, agreed to uphold the notion of good neighborliness and win-win cooperation, develop a comprehensive strategic partnership of coordination for a new era in a bid to take bilateral ties to a higher level and better benefit the peoples of the two countries and the world as well.

Xi noted that it is his first state visit to Russia following his re-election as Chinese president last year, and is the eighth time he travelled to the country since 2013, saying that the China-Russia relationship is seeing a continuous, steady and sound development at a high level, and is at its best in history.

Both sides, said Xi, have firmly supported each other in their efforts to defend respective core interests and nurtured strong political and strategic mutual trust, adding that they have actively pushed forward all-around cooperation as internal driving forces of bilateral ties are emerging, and the convergence of the two countries' interests is deepening.

China and Russia have played active roles in international affairs and global governance, and made important contributions to maintaining world peace and stability as well as international fairness and justice, he said.

The Chinese leader noted that this year marks the 70th anniversary of the China-Russia diplomatic relationship, calling it a milestone and a new starting point.

Acknowledging the world is undergoing profound changes unseen in a century, Xi said China and Russia shoulder an even greater expectation from the peoples of the two countries and the international community.

He added that the Chinese side is ready to join Russia in amplifying the positive effect of the two countries' high level of political relationship, bringing more benefits of bilateral cooperation to the two peoples, and presenting more China-Russia options for global affairs.

Noting that the world today is becoming increasingly uncertain and unstable, Xi said enhancing the China-Russia relationship is the call of history, and a firm strategic choice by both sides. (...)